

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 12/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société des ateliers Louis Vuitton

2 rue du Pont Neuf
75001 Paris

Références : 88975
Code AIOT : 0006517183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement Société des ateliers Louis Vuitton implanté 17 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des ateliers Louis Vuitton
- 17 rue de la Comète 92600 Asnières-sur-Seine
- Code AIOT : 0006517183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société des Ateliers Louis Vuitton exploite un atelier de fabrication de maroquinerie employant 320 personnes. Les activités sont classées sous les rubriques 2360 et 2910.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limites rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.2.3	Sans objet
2	Maintenance des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.1.1	Sans objet
3	Maintenance des installations de traitement de l'eau	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 4.3.3	Sans objet
4	Maintenance des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 4.3.4	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.2.3	Sans objet
6	Registre de déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.1.6	Sans objet
7	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.1.7	Sans objet
8	Maintenances des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est bien tenue, l'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité pendant la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Poussières Si le flux horaire est inférieur ou égal à 1kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm³. [...] Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins 3 mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée. En cas d'impossibilités, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.• Composés Organiques Volatils (COV) Si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an et inférieure ou égale à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 19/02/24 le rapport de mesure de rejets atmosphériques réalisé par APAVE en date du 2 février 2021. Les résultats sont conformes. Le prochain contrôle est prévu le 28/02/2024. Pour rappel (cf rapport de l'inspection du 28/02/2020), les colles et produits utilisés sur site à base de solvants organiques ont été remplacés par des produits à base aqueuse. Le site n'est plus concerné par l'utilisation de solvant organique et des prescriptions concernant les COV et le PGS (article 3.2.4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintenance des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

<p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, ...</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet le PV d'intervention concernant la maintenance de la machine d'aspiration de l'espace menuiserie, réalisé par La Générale Industrie le 24/03/2023.</p> <p>L'exploitant précise également que le mainteneur BOUYGUES s'assure, lors d'une ronde quotidienne, du bon fonctionnement de la machine d'aspiration (contrôle visuel du local et de la machine). Un compte rendu est ensuite transmis à la société Louis Vuitton.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maintenance des installations de traitement de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet par courriel du 19/02/2024 le rapport de mesure des rejets aqueux réalisé par APAVE en date du 16/02/2021. Les résultats n'appellent pas de remarque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maintenance des installations de traitement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurées quotidiennement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat et judicieusement placés permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et</p>

<p>dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant transmet le bon d'intervention de la société EPFD du 30/08/2023 concernant l'entretien et le curage du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a également présenté le BSD correspondant à l'évacuation des boues d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet par courriel du 19/02/2024 le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie du 13/03/2024. La vérification comprend les installations de désenfumage, les RIA, les extincteurs.</p> <p>L'exploitant fournit également un document de suivi des levées de réserves concernant les moyens de lutte contre l'incendie. Toutes les observations du rapport de l'APAVE ont ainsi été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Registre de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique ou sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet un extrait du registre de déchet non dangereux et dangereux pour le mois de novembre 2023. Le registre est complet et n'appelle pas de remarque. Cependant, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de l'obligation de tenue d'un registre dématérialisé via RNDTS. Par courriel du 29/02/2024, il transmet la preuve de création de compte. L'inspection rappelle que depuis le 01/01/2022, il est obligatoire de dématérialiser, pour certains établissements (notamment les exploitants des établissements produisant des déchets dangereux) le registre concernant les déchets, les terres excavées et les sédiments. En effet, le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) est prévu par le décret n°2021-321 du 25 mars 2021. Ce registre a vocation à se substituer au registre "papier" des installations concernées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Déchets produits par l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 5.1.7</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
<u>Déchets non dangereux</u>		
DIB	20 01 99	Déchets de bureaux, des ateliers, déchets alimentaires
Emballages (cartons, papiers)	20 01 01	Emballages divers (balles sur palettes..)
Emballages plastiques	20 01 39	Emballages divers
Chutes de cuir	04 01 08 et 04 01 09	Finition, habillage, découpe
Bois, palettes	20 01 38	Finition, habillage, découpe
Métaux divers	20 01 40	Ateliers
Déchets verts	20 02 01	Entretien des espaces verts
Produits défectueux – surplus de stock		Ateliers
Chutes de cuirs, bobines de fil et divers objets	04 01 09	Divers
<u>Déchets dangereux – Déchets souillés et déchets de soins</u>		
Déchets Industriels Spéciaux type chiffons souillés, bidons vides ou pleins	15 01 10 19 08 09	Ateliers Entretien du bac à graisses
Graisses en mélange	13 05 01, 13 05 02, 13 05 07	boues et fraction eau-hydrocarbure
Boues et liquides Hydrocarbures	20 01 35 et 20 0136	(entretien du séparateur d'hydrocarbure en fosse) bureaux, ateliers
Déchets des équipements électriques et électroniques DASRI (ciseaux, cutter....)	180101 à 180103	Infirmierie
Eaux souillées issues du système de récupération des éviers	12 03 01	Atelier de nettoyage des équipements
Toiles enduites	04 02 09	Atelier
Huiles alimentaires	20 01 21	Restauration

Constats :

L'exploitant précise qu'il n'y a pas d'évolution dans les déchets produits par l'établissement. Concernant les déchets dangereux, la société SAFETY KLEEN gère l'évacuation des eaux de pinceaux, la société SARPI gère les résidus de mousse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenances des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées de façon annuelle par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant transmet le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge du 11/12/2023. Les résultats n'appellent pas de remarque. L'exploitant précise faire une vérification des installations électriques par thermographie chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite